



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES (ANEV)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013

RAPPORT FINAL

(juillet 2015)



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale des Eco-villages (ANEV) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 et 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Codes des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale des Eco-villages (ANEV) avec les dispositions desdits codes.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves:

a) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de bio – digesteurs**, attribuée à **AFRIQUE BUILDING SERVICES GROUP SARL (ABS GROUP)**, pour un montant de **15 071 059 F CFA TTC**, a permis de relever les non-conformités ci-après :

- les lettres d'invitation à soumissionner portent le même numéro ce qui est contraire aux normes de gestion du courrier. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre une liste de destinataires qui est cochée individuellement pour chacun des destinataires figurant sur la liste ;

- l'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de noter que ladite évaluation a porté exclusivement sur la comparaison des prix proposés par les soumissionnaires. Cette situation résulte du fait que le cahier des charges n'a pas défini des critères et des spécifications techniques précis pour servir de base d'appréciation de la conformité des offres à des exigences préalablement définies conformément à l'article 59 du CMP et subséquemment jugement des offres ;

- l'examen du contrat nous a permis de noter que la clause relative aux modalités de paiement prévoit l'octroi d'une avance forfaitaire de démarrage dont le montant dépasse le taux plafond de 20 % prescrit par l'article 96-2 du CMP. Il convient de se conformer à cette disposition du CMP ;

- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMF les informations requises aux termes des dispositions de l'article 78-3-b) du CMP pour publication d'un avis d'attribution.

b) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de foyers améliorés pour le compte des éco-villages de l'ANEV**, attribuée à **Etablissements Fadel**, pour un montant de **7 319 502 F CFA**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'ouverture des plis a eu lieu 12 jours après la date initialement prévue dans le DAC. Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas de justification de l'information effective des soumissionnaires de la décision de report et de la nouvelle date d'ouverture. La formalisation de cette information est une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer ;

- le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture n'est pas formalisé dans le rapport d'évaluation et le procès-verbal d'attribution ;

- un avenant d'un montant de 228 414 F CFA a été conclu le 12 novembre 2013, soit après la réception des fournitures qui a eu lieu le 25 septembre 2013, en violation des dispositions de l'article 23-3 du CMP car aucun avenant ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet ;

- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMF les informations requises aux termes des dispositions de l'article 78-3-b) du CMP pour publication d'un avis d'attribution.

c) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture d'un système d'irrigation**, attribuée à **AFRITEN**, pour un montant de **28 571 930 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- nous avons noté que la date effective de l'ouverture des plis ne correspond pas à celle initialement prévue dans les lettres d'invitation. Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas de justification de l'information effective des soumissionnaires de la décision de report et de la nouvelle date d'ouverture. La formalisation de cette information est une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer ;

- l'examen des modalités de paiement a permis de noter qu'une avance de démarrage de 40% du montant du marché a été accordée, en violation de l'article 96.2 du CMP qui plafonne cette avance à 20% du montant du marché.

d) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction d'une cabine de pompage, d'un logement d'exploitation d'une clôture, de quatre abreuvoirs et de deux bornes fontaines**, attribuée à **EGCCI**, pour un montant de **19 965 500 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

-un avenant d'un montant de 2 006 000 F CFA a été conclu après la réception du marché. Cette manière de procéder n'est pas conforme aux dispositions de l'article 23.3 du CMP, aux termes duquel, « aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet » ;

- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMF les informations requises aux termes des dispositions de l'article 78-3-b) du CMP pour publication d'un avis d'attribution.

e) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de mobilier et matériel de bureau** attribuée à **AVALYSS** pour un montant de **12 955 220 F CFA TTC**, a permis de noter qu'outre la forte carence qui a été notée dans le classement des documents de passation de ce marché, l'attributaire n'a été choisi que sur la base du critère prix, ce qui n'est pas conforme à l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres.

f) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de moulins à mil** attribuée au **GIE ROI** pour un montant de **9 000 000 F CFA TTC** a permis de noter en sus de la forte carence dans le classement des documents de passation du marchés, plusieurs non-conformités :

-- les lettres d'invitation à soumissionner portent le même numéro ce qui est contraire aux normes de gestion du courrier. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se

conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre une liste de destinataires qui est cochée individuellement pour chacun des destinataires figurant sur la liste ;

- l'examen de l'évaluation a permis de noter que celle-ci a consisté en une simple comparaison des prix proposés par les soumissionnaires, car des critères et des spécifications techniques précis n'ont pas été définis dans le cahier des charges pour servir de base à la comparaison des offres, conformément à l'article 59 du CMP ;

- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de communiquer à la DCMF les informations requises au terme des dispositions de l'article 78-3-b) du CMP pour publication d'un avis d'attribution.

g) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance maladie du personnel**, attribuée à **CNART** pour un montant de **15 681 750 F CFA TTC**, a permis de noter que lors de l'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés sans faire une évaluation sur la base d'un cahier des charges avec des critères bien définis ;

Nous estimons que s'agissant d'un marché d'assurance maladie, un cahier des charges aurait dû être établi. En effet, le prestataire n'a été choisi que sur la base d'une comparaison prix, ce qui illustre une insuffisante maîtrise des opérations de définition des besoins en couverture d'assurance maladie. Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités,...Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.

h) L'examen de la procédure de **DRP** relative aux **Etudes d'élaboration PAOAS et PVDD, PAGT et situation de références de 15 éco-villages** attribuée à **OTD CONSULT**, pour un montant de **11 815 000 F CFA TTC**, a permis de noter que suite à l'évaluation technique et à la décision de la commission d'examiner les offres financières des candidats qualifiés, la suite de l'évaluation (l'ouverture des offres financières, l'évaluation desdites offres, la méthode de sélection du candidat choisi) n'a pas été documentée, pour nous permettre de nous assurer que la

procédure a été déroulée conformément aux dispositions de l'article 80 du CMP, le procès-verbal d'attribution n'ayant pas été mis à notre disposition.

i) L'examen de la procédure de **DRP sélection d'un prestataire pour la fourniture de matériel d'apiculture ruches langstroth** attribuée aux **ETS FADEL**, pour un montant de **13 752 900 F CFA TTC**, a permis de noter que l'AC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.

j) L'examen de la procédure de **Sélection d'un consultant pour l'audit de certification des comptes pour les exercices 2012, 2013 et 2014**, attribuée à **GLOBAL AUDIT EXPERTISE**, pour un montant de **10 365 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- nous avons noté que l'évaluation des offres financières des candidats n'a pas été formalisée par la commission, alors qu'elle permet de procéder aux éventuelles corrections d'erreurs arithmétiques découvertes en cours d'évaluation et s'assurer de l'exactitude du montant de l'attribution du marché ;

- nous avons noté que la méthode de sélection de l'attributaire n'a pas été mentionnée, alors que ladite méthode doit être clairement définie au préalable, dans la DP.

k) L'examen de la procédure de **DRP N° Acquisition de matériel de clôture**, attribuée à **ETS FADEL**, pour un montant de **14 075 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'examen du dossier a permis de noter que l'évaluation a consisté en une simple comparaison des prix proposés par les soumissionnaires et que l'attributaire n'a donc été choisi que sur la base d'une comparaison des prix. Cette situation résulte du fait que le cahier des charges n'a pas été élaboré pour définir des critères et des spécifications techniques précis, pour servir de base à la comparaison des offres, conformément à l'article 59 du CMP ;

- nous avons noté que le suivi de la transmission des pièces administratives manquantes n'a pas été formalisé par la commission des marchés, à l'attribution, ce qui n'est pas conforme à l'article 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part aux marchés.

l) L'examen de la procédure de **DRP Acquisition de matériel de lutte contre les feux de brousse**, attribuée à **HORIZON PLUS FALLENE**, pour un montant de **12 840 000 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'examen du dossier a permis de noter que l'évaluation a consisté en une simple comparaison des prix proposés par les soumissionnaires et que l'attributaire n'a donc été choisi que sur la base d'une comparaison des prix. Cette situation est la résultante du fait que le cahier des charges n'a pas été élaboré pour définir des critères et des spécifications techniques précis, pour servir de base à la comparaison des offres, conformément à l'article 59 du CMP ;

- nous avons noté que le suivi de la transmission des pièces administratives manquantes n'a pas été formalisé par la commission des marchés, à l'attribution, ce qui n'est pas conforme à l'article 44 du CMP, sur les renseignements et justifications à fournir, pour prendre part aux marchés.

m) l'examen de la procédure de **DRP N° Acquisition de matériel apiculture (ruches) PNUD/FEM**, attribuée à **ETS FADEL**, pour un montant de **14 200 000 F CFA TTC**, a permis de noter que lors de l'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés, sans faire une évaluation au regard du cahier des charges.

n) L'examen de la procédure de **DRP Assurance maladie**, attribuée à **CNART**, pour un montant de **6 937 050 F CFA TTC**, a permis de noter que lors de l'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés.

Nous estimons que s'agissant d'un marché d'assurance maladie, un cahier des charges aurait dû être établi. En effet, le prestataire n'a été choisi que sur la base d'une comparaison prix, ce qui illustre une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie ;

Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités, Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.

o) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux de construction de quatre (04) abris plateforme multifonctionnelle**, attribuée à **HORIZONS PLUS FALLENE**, pour un montant de **13 375 329 F CFA TTC**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- nous avons noté que l'ouverture des plis a eu lieu six (06) jours après la date initialement prévue. Nous tenons à préciser que l'ouverture des plis peut intervenir à une date différente de la date limite de dépôt des offres, sans que l'écart ne soit déraisonnable, mais obligation est faite à

l'autorité contractante d'informer les candidats du report. Cependant, la notification du report de la séance n'a pas été matérialisée dans le dossier qui nous a été remis ;

- l'examen de l'évaluation des offres a permis de noter que l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés sans faire une évaluation technique des constructions proposées, alors que la description des travaux, le projet et le plan desdits travaux ont été annexés au cahier des charges et pouvaient servir de base de comparaison des offres. Cette manière de procéder n'est pas conforme aux dispositions de l'article 59 du CMP, aux termes duquel, la détermination de l'offre la moins disante est effectuée sur la base du prix et d'autres critères qui doivent être énumérés dans le dossier d'appel à la concurrence, en l'espèce, le cahier des charges ;

- l'examen des modalités de paiement a permis de noter qu'une avance de démarrage de 60% du montant du marché, non conforme au taux réglementaire de l'article 96.2 du CMP qui est de 20% du montant du marché, a été accordée au titulaire ; pour ce marché de travaux, une avance au titre des dépenses engagées peut être prévue dans la limite de 50% du montant des commandes d'approvisionnement en matériaux ou autres biens destinés à entrer dans la composition des travaux, conformément aux dispositions de l'article 94-3 du CMP.

p) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture d'un véhicule 4x4 double cabine** attribuée à **CFAO MOTORS SENEGAL**, pour un montant de **16 000 000 F CFA**, a permis de noter plusieurs non conformités :

- nous avons noté que cette opération n'a pas été inscrite sur l'état d'exécution du plan de passation des marchés mis à notre disposition ;

- nous avons également noté que du fait d'un problème de budget, des négociations ont été entreprises avec CFAO, faisant passer l'offre de l'attributaire, de 16 000 000 F CFA à 15 000 000 F CFA et que pour les caractéristiques techniques établies, la garde au sol de 265 mm que mentionnée dans la facture pro forma de l'attributaire, a été modifiée dans la facture définitive et portée à 212 mm. Cette manière de procéder n'est pas conforme aux dispositions de l'article 69 du CMP qui proscriit toute négociation avec les candidats et toute modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ;

- nous avons également noté que la réception des fournitures est antérieure de trois (3) jours à la signature du bon de commande qui fait office de contrat. Il convient de veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes opérations de passation des marchés.

q) L'examen de la procédure de **DRP Acquisition de matériel de pépinières**, attribuée à **ITALSEN**, pour un montant de **11 825 000 F CFA TTC**, a permis de noter que certains articles (rouleau corde, paire de gants, paire de bottes, pelle carrée et ronde avec manche, brouette) ont été revus à la baisse, ce qui a entraîné une diminution de 1 942 500 sur le montant attribué, alors qu'aucune marge de fluctuation des quantités n'a été prévue dans le cahier des charges. Cette manière de procéder qui s'apparente à une modification des conditions de la concurrence, n'est pas conforme à l'article 69 du CMP qui proscriit toute modification des offres ou des prix ;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

a) le défaut de formalisation de certaines procédures de la passation des marchés ci-avant évoqué, a eu pour corollaire une forte carence dans le classement des documents de passation des marchés, ne permettant pas la mise en œuvre de procédures de vérification propres, pour nous assurer de leur conformité à la réglementation des marchés publics, entraînant une limitation à notre étude ;

b) les bases de sélection des différents candidats consultés dans le cadre des procédures de demande de renseignement et de prix ne sont pas documentées. Le fichier fournisseurs doit être constitué et régulièrement mis à jour selon des modalités définies dans le manuel des procédures. Les réponses aux appels à manifestation d'intérêt initié en début de gestion et aux appels d'offres peuvent servir de support à cette mise à jour périodique.

b) la revue des marchés nous a permis de noter de manière générale, quelques insuffisances dans la formalisation des procédures de passation des marchés qui portent sur :

- la non-inscription de l'identité des candidats short-listés dans les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats pressentis dans les procédures de DRP ;

- la formalisation et le classement dans les dossiers de marché des convocations à adresser aux membres de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'examen du rapport d'évaluation et d'attribution des marchés, conformément aux dispositions de l'article 39 du CMP ;

- la non-inscription sur les procès-verbaux des fonctions des membres de la commission des marchés pour permettre aux vérificateurs de s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF, pris en application des dispositions de l'article 36-1 du CMP ;

- la non-systématisation de l'établissement de procès-verbal d'ouverture et de rapport d'évaluation distincts ;

- la non-formalisation systématique de l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres qui est une exigence de l'article 78.2 du CMP ;

- la non-transmission, à la DCMP, des informations relatives à l'attribution des DRP pour publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics, conformément aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP.

A notre avis, au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, notre avis est que les performances de l'ANEV en matière de passation et de suivi des marchés sont moyennement satisfaisantes.

Ibra Guèye
Associé

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	11
1 Contexte et Objectifs de la mission	12
1.1 Contexte	13
1.2 Objectifs de la mission et étendue des travaux à effectuer	14
2. Environnement des marchés publics	18
3. Synthèse de la revue	20
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	21
3.1.1 Présentation de l'ANEV	21
3.1.2 Commission des marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	22
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	22
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	22
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	23
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	23
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	23
3.1.6 Archivage des dossiers	23
3.1.7 Autres	23
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	23
3.2.1 Echantillon	23
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	25
3.2.3 Marchés de Prestations Intellectuelles	26
3.2.4 Marchés conclus par DRP	35
3.2.5 Marchés passés par Demande de Cotation	89
3.2.6 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)	90
3.2.7 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	90
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	91
3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)	92
3.4.1 Sélection	92
3.4.2 Travaux effectués	92
3.4.3 Résultats	92
4. Synthèse des non conformités et recommandations	93
5. Suivi des recommandations antérieures	100
6. Statistiques des anomalies	104
7. Annexes	113
7.1 Réponses de l'Autorité Contractante	114
7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante	116

Liste des abréviations et sigles

ANEV	Agence Nationale des Eco- Villages
AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2014.

1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non- respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non - respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non- respect des seuils fixés pour les avenants, de non- respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

1.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;

- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

SECTION 2
ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

SECTION 2

ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

SECTION 3
SYNTHESE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'Autorité Contractante

L'Agence Nationale des Eco villages (ANEV), personne morale de droit public dotée d'un patrimoine et des moyens de gestion propre, a été créée par le décret N° 2011-1395 du 1^{er} septembre 2011 qui en fixe aussi les règles d'organisation et de fonctionnement. Initialement placée sous la tutelle technique du Ministre chargé des Eco-villages, l'ANEV est maintenant, à la faveur des réaménagements du Gouvernement, sous la tutelle du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable.

L'Agence Nationale des Eco-villages est chargée :

- de la création d'éco-villages sur l'ensemble du territoire national ;
- d'apporter son appui aux populations pour la transformation d'un village centre sur deux du Sénégal en éco-villages et d'y promouvoir la gouvernance locale ;
- de promouvoir dans les éco-villages : (i) l'utilisation des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ; (ii) la maîtrise de l'eau pour la satisfaction des besoins d'alimentation en eau potable et de promouvoir le développement rural intégré et (iii) l'agroforesterie par la création de périmètres écologiques pour une restauration du couvert végétal le renforcement des capacités productives des terres et l'accroissement des revenus ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de vie socio-économiques des populations en réalisant des infrastructures sociales de base ;
- de promouvoir un aménagement écologique et architectural adapté aux conditions et valeurs socioculturelles locales et une amélioration des conditions d'existence de populations ;
- d'assister les populations pour la vente de leurs produits excédentaires et de promouvoir le développement du secteur privé local centré autour de nouvelles opportunités d'affaires résultant de la mise en place des éco-villages ;
- d'aider au décloisonnement des villages et à la formation des villageois, notamment les jeunes et les femmes ;
- d'asseoir les voies et moyens d'assurer la pérennisation du financement des éco-villages.

L'agence est administrée par un Conseil de Surveillance et une Direction Générale

- Le Conseil de Surveillance, qui se réunit en session ordinaire au moins tous les trimestres sur convocation de son président, supervise les activités de l'agence en conformité avec les orientations et la politique définies par l'Etat dans le domaine d'activité de l'agence. Ce Conseil de surveillance peut se réunir, en session extraordinaire, sur simple convocation de son président ou à la demande d'un tiers au moins de ses membres.

Il assiste le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions et attributions par des avis et des recommandations.

Le Directeur Général de l'agence nommé par décret, sur proposition du Ministre de tutelle est assisté d'un directeur adjoint ou d'un secrétaire qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Général de l'Agence est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'agence et veille à l'exécution des décisions du Conseil de Surveillance et des autorités de tutelle.

3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés (CM) de l'ANEV, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par note de service N° 0002 du 03 janvier 2013 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par note de service n°0001 du 03 janvier 2013 prise en application de l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

La Cellule de Passation des Marchés a préparé, sous forme d'un tableau récapitulatif des marchés passés, son rapport annuel pour se conformer aux exigences de l'article 143 du CMP. Cet état récapitulatif transmis à la DCMP bien qu'il répond aux préoccupations de la DCMP relatives à la collecte des données et statistiques sur les marchés publics ne constitue pas, à notre avis, un véritable rapport annuel sur la passation des marchés de l'ANEV. Il convient rappeler qu'en plus de la récapitulation des marchés passés, l'article invite l'Autorité Contractante à identifier dans son rapport les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et à faire un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Nous recommandons à la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un rapport annuel bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par

l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

La CPM n'a pas non plus respecté le formalisme requis aux termes des dispositions de l'article 78-3-b) du CMP

3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 31 janvier 2013. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion.

Nous avons noté quelques déficiences dans le classement des dossiers de marchés qui ne comprennent pas les documents de suivi de l'exécution financière et recommandons à la CPM la mise en œuvre des instructions de l'ARMP en matière d'archivage et de classement des documents de marchés.

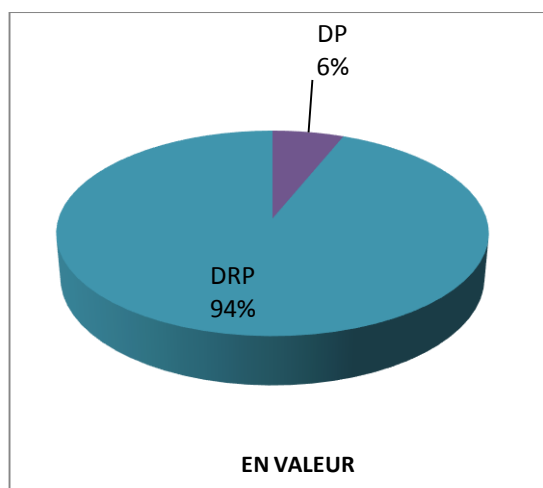
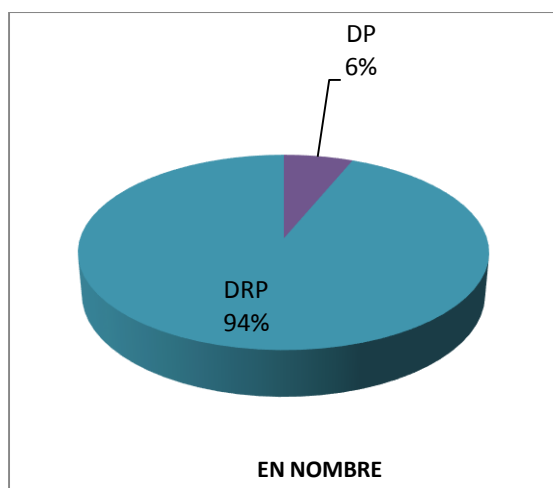
3.1.7 Autres

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

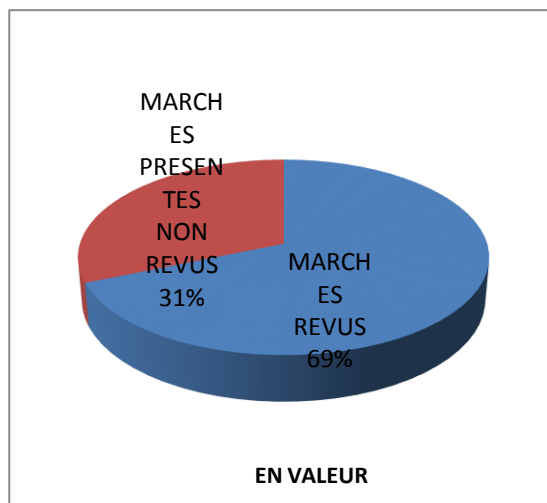
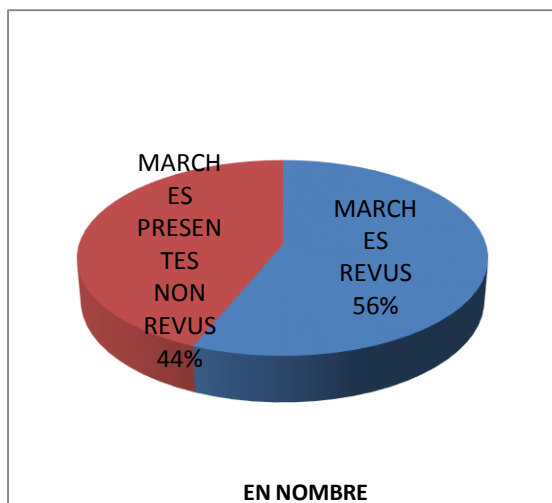
3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

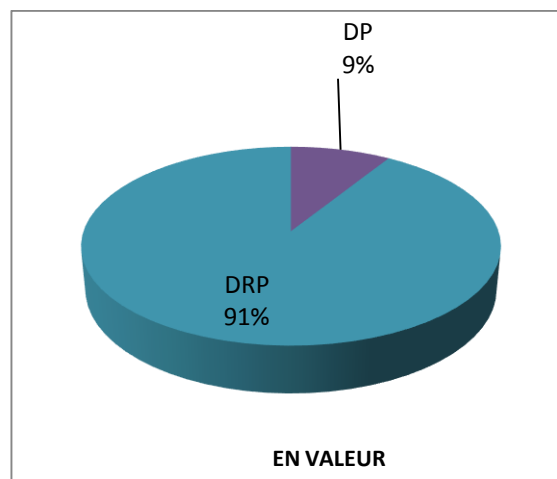
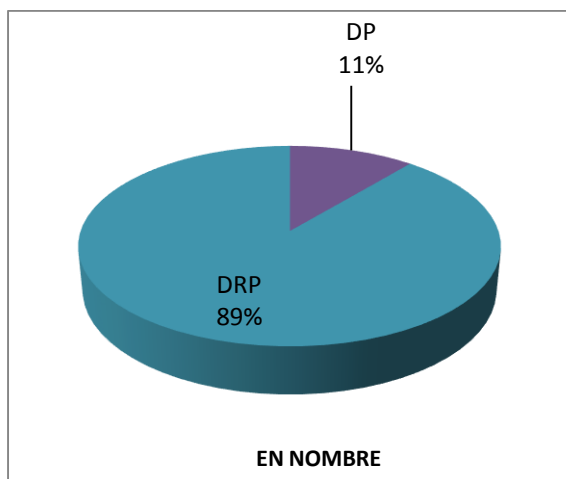
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP						
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)	2	22 180 000	2	22 180 000	100,00%	100,00%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	30	339 258 925	16	226 026 041	53,33%	66,62%
Demande de Cotation (DC)						
Entente directe (ED)						
Avenant						
TOTAL	32	361 438 925	18	248 206 041	56,25%	68,67%



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANEV

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ANEV sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANEV EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥60	≥35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥35

3.2.3 Marchés de Prestations Intellectuelles

DRP – ETUDES D’ELABORATION PAOAS ET PVDD, PAGT ET SITUATION DE REFERENCE DE 15 ECO- VILLAGES	
Date de saisine des fournisseurs	Le 08 avril 2013 par lettre n°097/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis	Le 11 avril 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	03 jours
Date d’attribution	
Date de signature du contrat	Le 18 juin 2013
Date de souscription du contrat	Le 18 juin 2013
Date d’approbation du contrat	Le 18 juin 2013
Date de notification du marché	Le 22 mars 2013 par lettre n°080/MEDD/ANEV
Date d’enregistrement	Le 10 juillet 2013
Délai d’exécution du marché	70 jours
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OTD Consult - Cabinet MSA - Cared Afrique - FEM Fund - AIDF
Nombre d’offres reçues	<p>Cinq offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - OTD Consult : 11 815 000 F CFA TTC - Cabinet MSA : 14 837 500 F CFA TTC - Cared Afrique : 13 700 000 F CFA TTC - SEM Fund : 14 677 500 F CFA TTC - AIDF : 13 440 000 F CFA TTC
Attributaire	OTD CONSULT

Montant du marché en F CFA TTC	11 815 000
Invitation des candidats	<p>le 08 avril 2013 par lettre n°097/MEDD/ANEV/DAF mais ne mentionnent pas la liste restreinte.</p> <p>La date limite de dépôt des offres a été fixée le 11 avril 2013 à 10 heures.</p> <p>L'ouverture des plis a eu lieu le 17 avril 2013 à 10h.</p>
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Le 13 juin 2013, par lettre n°0154/MEDD/ANEV, le Directeur Général de l'ANEV adresse un courrier portant notification d'attribution.
Notification de l'attribution définitive	N/A
Examen de l'exécution du marché et du contrat	Facture n°SR/EV/2013/01 du 05 aout 2013 pour un montant de 11 815 000 F CFA TTC
Règlement	<p>Ordre de paiement n°288/OP/2013 pour un montant de 10 012 712 F CFA et émis le 02 décembre 2013</p> <p>Chèque Trésorerie Générale n°0091703 d'un montant de 14 250 000 F CFA émis le 26 aout 2013 au nom de OTD CONSULT</p>
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Le dossier ne comprend pas de lettre de notification des notes techniques aux soumissionnaires. Le respect de ce formalisme est une exigence de transparence dans la conduite des procédures de sélection de consultants.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre l'attribution.</p> <p>Le procès-verbal d'attribution n'a pas été mis à notre</p>

	<p>disposition.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à l'article 78-3-b) du CMP. Cet article fait obligation aux AC de transmettre à la DCMP, les informations relatives à la procédure de DRP (liste des personnes consultées, nom de l'attributaire ainsi que le la nature et le montant du marché) dès l'attribution à l'effet de publier, sur le site des marchés publics, un avis d'attribution.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007, il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation de marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
Recommandations	<p>Mentionner la dénomination sociale des candidats consultés dans la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Communiquer aux consultants les notes techniques obtenues au terme de l'évaluation des propositions techniques et inviter ceux ayant atteint ou dépassé la note technique minimale à venir assister, s'ils le souhaitent, à l'ouverture des offres financières. Dresser un procès-verbal d'ouverture des offres financières à transmettre aux soumissionnaires ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la transmission à la DCMP des informations relatives à l'attribution pour publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics ;</p> <p>S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : l'agence a eu comme expérience en 2010 de constater une connivence entre deux candidats pour soumissionner à une DRP, et depuis cette pratique a été banni par l'Agence vu le risque potentiel lié à cette transparence. Cet état de fait avait été souligné lors d'une formation avec la DCMP sur les procédures de passation des marchés.</p> <p><u>Classement des convocations</u> : Les convocations sont disponibles.</p>

	<p><u>Communication de la note technique aux différents soumissionnaires</u> : conformément à l'article 83 du CMP, le rapport d'évaluation et de classement des offres ne doit être rendue publique ni communiquée aux candidats ou à quiconque n'ayant pas qualité pour participer à la procédure d'évaluation, il faut aussi noter que tous les marchés passés en 2013 ont été faits par DRP car n'ayant pas atteint les seuils de passation par appel d'Offres, et il n'est pas fait obligation pour les DRP, la présence des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis.</p> <p><u>Lettres d'information des candidats non retenus</u> : L'Agence prend acte mais confirme que cette pratique est mise en œuvre depuis 2014.</p> <p><u>Procès-verbal verbal d'attribution</u> : Document disponible.</p> <p><u>Transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché</u> : L'Agence prend acte.</p> <p><u>Classement des dossiers</u> : il faut noter que les dossiers ont été bien classés car tous les dossiers étaient disponibles et les informations réclamées par le cabinet pour la plupart figuraient dans les dossiers de marchés.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait se conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la communication de la note technique aux différents soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires. Cette information des candidats est une exigence de transparence.</p> <p>- Sur l'invitation des candidats qualifiés, nous prenons</p>

	<p>acte de vos commentaires.</p> <p>En effet, la présence des candidats n'est pas obligatoire et nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point. - Sur le classement du procès-verbal verbal d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point. - Sur le classement des dossiers, nous prenons acte de vos commentaires. Mais nous précisons encore que fois que tous les documents incriminés n'avaient pas été mis à notre disposition. <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	--

DRP N° SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'AUDIT DE CERTIFICATION DES COMPTES POUR LES EXERCICES 2012,2013 ET 2014	
Date des lettres d'invitation	13 mars 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	10 mai 2013
Date d'enregistrement du contrat	04 juin 2013
Délai d'exécution	Trois (03) ans
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : AUDITEX; CABINET AZIZ DIEYE; DELOITTE SENEGAL; GLOBAL AUDIT EXPERTISE; GTI EXPERTISE
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) : AUDITEX; CABINET AZIZ DIEYE; DELOITTE SENEGAL; GLOBAL AUDIT EXPERTISE
Attributaire	GLOBAL AUDIT EXPERTISE
Montant du marché en F CFA TTC	10 365 000
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	10 mai 2013
Non conformités	La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité de tous les soumissionnaires auxquels l'invitation a été adressée. La mention du nom de tous les candidats invités à participer à la procédure de mise en concurrence est une exigence de transparence à laquelle l'Autorité

	<p>Contractante doit se conformer.</p> <p>Le dossier ne comprend pas de lettre de notification des notes techniques aux soumissionnaires, ni l'invitation de ceux ayant atteint ou dépassé la note technique minimale à venir assister à l'ouverture des offres financières. Le respect de ce formalisme est une exigence de transparence dans la conduite des procédures de sélection de consultants.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier de marché mis à notre disposition. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre l'attribution..</p> <p>Les pièces justificatives de règlement ne sont pas classées dans le dossier.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007, il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation de marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
Recommandations	<p>Mentionner la dénomination sociale des candidats consultés dans la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Communiquer aux consultants les notes techniques obtenues au terme de l'évaluation des propositions techniques et inviter ceux ayant atteint ou dépassé la note technique minimale à venir assister, s'ils le souhaitent, à l'ouverture des offres financières. Dresser un procès-verbal d'ouverture des offres financières à transmettre aux soumissionnaires ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la transmission à la DCMP des informations relatives à l'attribution pour publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics ;</p> <p>Veiller sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus en application des dispositions de l'article ,78.2 du CMP S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une</p>

	bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : l'agence a eu comme expérience en 2010 de constater une connivence entre deux candidats pour soumissionner à une DRP, et depuis cette pratique a été banni par l'Agence vu le risque potentiel lié à cette transparence. Cet état de fait avait été souligné lors d'une formation avec la DCMP sur les procédures de passation des marchés.</p> <p><u>Communication de la note technique aux différents soumissionnaires</u> : conformément à l'article 83 du CMP, le rapport d'évaluation et de classement des offres ne doit être rendue publique ni communiquée aux candidats ou à quiconque n'ayant pas qualité pour participer à la procédure d'évaluation, il faut aussi noter que tous les marchés passés en 2013 ont été faits par DRP car n'ayant pas atteint les seuils de passation par appel d'Offres, et il n'est pas fait obligation pour les DRP, la présence des soumissionnaires lors de l'ouverture des plis.</p> <p><u>Lettres d'information des candidats non retenus</u> : L'Agence prend acte mais confirme que cette pratique est mise en œuvre depuis 2014.</p> <p><u>Classement justificatif de règlement</u> : dans les textes de création de l'Agence, il est indiqué que l'Agence doit contracter avec un commissaire aux comptes pour la certification des comptes pour une durée de trois ans.</p> <p>Ainsi ce marché a été conclu pour une durée de trois ans mais le budget n'est pas supporté par un seul exercice, ainsi seul le paiement du premier exercice de 2013 contrôlé a été mis à votre disposition, les autres paiements intervenant pour chaque exercice à la fin des prestations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p>

	<p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la communication de la note technique aux différents soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires. - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le défaut de classement des pièces justificatives de règlement, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	---

3.2.4 Marchés conclus par DRP

DRP – ACQUISITION BIO - DIGESTEURS	
Date de saisine des fournisseurs	Le 10 mai 2013 par lettre n°0126/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 21 mai 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	Le 24 mai 2013 à 15 heures
Date de signature du contrat	Le 29 juillet 2013
Date de souscription du contrat	Le 29 juillet 2013
Date d'approbation du contrat	Le 29 juillet 2013
Date de notification du marché	le 24 mai 2013
Date d'enregistrement	Le 02 août 2013
Délai d'exécution du marché	90 jours
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SEERS - ABS Group SARL - EXPRESS - INGENIUSIT - AFCODIS
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SEERRS 16 921 080 F CFA - ABS 15 071 059 F CFA - AFCODIS 16 874 000 F CFA - INGENIUS IT 15 953 600 F CFA
Attributaire	Afrique Building Services Group SARL (ABS Group)
Montant du marché en F	15 071 059 F CFA TTC

CFA TTC	
Invitation des candidats	<p>Les lettres ont été adressées à cinq (05) candidats le 10 mai 2013 par lettre n°0126/MEDD/ANEV/DAF</p> <p>La date limite de dépôt des offres a été fixée le 21 mai 2013 à 10 heures.</p>
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Le 24 mai 2013, par lettre n°0136/MEDD/ANEV. La notification est réceptionnée et déchargée par l'ABS Group et datée le 27 mai 2013.
Notification de l'attribution définitive	N/A
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à l'article 78-3-b) du CMP. Cet article fait obligation aux AC de transmettre à la DCMP, les informations relatives à la procédure de DRP (liste des personnes consultées, nom de l'attributaire ainsi que le la nature et le montant du marché) dès l'attribution à l'effet de publier, sur le site des marchés publics, un avis d'attribution. Une avance de démarrage de 30% du montant du marché a été accordée au titulaire, en violation de l'article 96.2 du CMP, qui fixe ladite avance à 20% du montant du marché.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007, il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation de marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>

Recommandations	<p>Mentionner la dénomination sociale des candidats consultés dans la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la communication des informations à la DCMP pour publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96 du CMP, sur le plafond de l'avance de démarrage ;</p> <p>S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : l'agence a eu comme expérience en 2010 de constater une connivence entre deux candidats pour soumissionner à une DRP, et depuis cette pratique a été banni par l'Agence vu le risque potentiel lié à cette transparence. Cet état de fait avait été souligné lors d'une formation avec la DCMP sur les procédures de passation des marchés.</p> <p><u>Classement des convocations</u> : Les convocations sont disponibles.</p> <p><u>Lettres d'information des candidats non retenus</u> : L'Agence prend acte mais confirme que cette pratique est mise en œuvre depuis 2014.</p> <p><u>Transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché</u> : l'Agence prend acte.</p> <p><u>Avance de démarrage</u> : L'Agence prend acte</p> <p><u>Classement des dossiers</u> : il faut noter que les dossiers ont été bien classés car tous les dossiers étaient disponibles et les informations réclamées par le cabinet pour la plupart figuraient dans les dossiers de marchés.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant</p>

	<p>instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Il fallait les classer dans les dossiers, lors de la revue. Cependant, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point. - Sur l'Avance de démarrage nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point. - Sur le classement des dossiers, nous prenons acte de vos commentaires. Mais il convient de noter que les documents disponibles, doivent être classés dans les dossiers transmis aux auditeurs, pour la revue, d'autant plus qu'avant notre passage, nous vous communiquons la liste desdits documents. <p>Tous les documents n'ayant pas été annexés au rapport, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	--

DRP N° ACQUISITION DE FOYERS AMELIORES POUR LE COMPTE DES ECO-VILLAGES	
Date des lettres d'invitation	05 août 2013
Date de dépôt des offres	09 août 2013 à 10 heures
Date d'ouverture des plis	19 août 2013 à 11 heures
Délai de préparation des offres	03 jours
Date d'attribution	02 septembre 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	03 septembre 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	03 septembre 2013
Date d'enregistrement du contrat	23 septembre 2013
Délai d'exécution	30 jours à compter de la date de signature du contrat
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : PRINT ONE; GIE NDEME GUEYE; AFRICA BUSINESS; ETS FADEL; ENTREPRISE SANT YALLA
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : PRINT ONE; GIE NDEME GUEYE; AFRICA BUSINESS; ETS FADEL; ENTREPRISE SANT YALLA
Attributaire	ETS FADEL
Montant	7 319 502
Cahier des charges	-
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	03 septembre 2013
Non conformités	L'ouverture des plis initialement prévue le 19 août 2013 à 11 heures a été reportée au 02 septembre 2013 à 10 heures. Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas de la lettre de notification du report aux soumissionnaires. L'information des Candidats du report de la date d'ouverture des plis est une exigence de transparence à laquelle il faut se

	<p>conformer.</p> <p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des autres soumissionnaires invités à participer à la procédure concurrentielle ; il s'agit également d'une exigence de transparence à respecter. L'évaluation des offres est réduite à une comparaison des prix proposés par les soumissionnaires sans prise en compte d'autres critères de conformité à des spécifications techniques à définir préalablement dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. S'agissant de l'acquisition de bio-digesteurs, un cahier des charges précisant les spécifications techniques des bio-digesteurs aurait dû être établi, pour constituer une base d'évaluation et de comparatif des offres conformément aux prescriptions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Le marché a été attribué aux ETS FADEL sous réserve de la production du quitus fiscal par l'attributaire ; nous notons cependant, que le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes n'est pas formalisé dans le dossier de marché mis à notre disposition. L'AC doit se conformer aux dispositions de l'article 44.3 du CMP.</p> <p>Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus du rejet de leur offre ne sont pas classées dans le dossier de marché. Cette information des candidats évincés est une exigence de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Un avenant portant sur l'acquisition de 27 foyers améliorés pour un montant de 228 414 F CFA a été signé, après la réception des travaux, en violation de l'article 23.3 du CMP aux termes duquel, aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet.</p> <p>Le procès-verbal de réception n'est pas classé dans le dossier.</p> <p>Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007, il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation de marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
Recommandations	Mentionner les noms de tous les candidats short-listés

	<p>dans la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, sur le suivi formalisé de la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Veiller sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus en application des dispositions de l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 23.3 du CMP relatif à la signature d'un avenant après la réception de fournitures, services ou travaux ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Report de date d'ouverture de plis non notifié aux soumissionnaires</u>: Ce marché a été passé par une DRP, qui ne fait pas obligation de la présence des soumissionnaires à l'ouverture plis.</p> <p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : idem.</p> <p><u>Evaluation des Offres</u> : il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</p> <p><u>Production de quitus fiscal</u> : Ce document est transmis à l'Agent comptable pour les besoins de règlement.</p> <p><u>Notification de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p> <p><u>Avenant</u> : l'Agence prend acte</p> <p><u>Justificatif de règlement et Attestation de réception</u> : les documents sont disponibles</p> <p><u>Classements des dossiers de marchés</u> : idem</p>
Appréciation du Consultant	<p>_ Sur le report de date d'ouverture de plis non notifié aux soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires.</p>

	<p>Mais même si l'ouverture publique des offres n'est pas obligatoire en matière de DRP, tout report doit être porté à la connaissance des candidats et plus particulièrement en l'espèce, car un décalage de quinze (15) jours a été noté entre la date initiale et la date effective de l'ouverture.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la production du quitus fiscal, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, il fallait les classer dans les dossiers.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les justificatifs de règlement et le PV de réception, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, il fallait les classer dans les dossiers.</p> <p>Pour les justificatifs de règlement nous retirons nos observations puisqu'ils ont été annexés au rapport.</p> <p>Pour le PV de réception, par contre, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le classement des dossiers, nous prenons acte de vos commentaires. Cependant, nous maintenons nos observations sur ce point.
--	--

DRP – SYSTÈME D'IRRIGATION	
Date de saisine des fournisseurs	Le 02 août 2013 par lettre n°0211/MEDD/ANEV/Dg
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 23 août 2013 à 16 heures
Délai de préparation des offres	21 jours
Date d'attribution	-
Date de signature du contrat	Le 13 septembre 2013
Date de souscription du contrat	Le 13 septembre 2013
Date d'approbation du contrat	Le 13 septembre 2013
Date de notification du marché	Le 03 septembre 2013 par lettre n°232/MEDD/ANEV
Date d'enregistrement	Le 18 novembre 2013
Délai d'exécution du marché	60 jours
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LABEL BUSINESS CENTER - Sénégalaise de Distribution et d'Impression (S.D.I) - SARL REDEVENS - 3S INTERNATIONAL - AFRITEN
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AFRITEN 28 571 930 F CFA - LABEL BUSINESS CENTER 35 516 684 F CFA - 3S INTERNATIONAL 38 275 064 F CFA - SDI Sarl 38 794 246 F CFA - SARL REDEVENS 40 142 025 F CFA
Attributaire	AFRITEN

Montant du marché en F CFA TTC	28 571 930 F CFA TTC
Non conformités	<p>Nous avons noté des divergences entre les modalités de paiements prévues dans le cahier des charges (100% après la réception définitive) et celles figurant dans le contrat signé (Avance de démarrage de 30%, décompte de 40% quand les prestations auront atteint 50% de taux d'exécution physique et le solde de 30% à la réception définitive) ; il convient de veiller à la mise en cohérence des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés.</p> <p>Une période de garantie de cinq ans contre tous les défauts de matière, de fabrication ou montage est prévue dans le contrat. Cette clause de garantie n'est pas conforme aux dispositions du CCAG Travaux qui indiquent que le délai de garantie est fixé à un an et s'étend entre la date de réception provisoire et la date de réception définitive. Ce délai peut être prorogé si pendant cette période de garantie, des désordres du ressort de l'entrepreneur sont identifiés et n'ont pas été corrigés ; Dans ce cas le délai de garantie est prorogé jusqu'à l'exécution complète des travaux. Quand bien même, le contrat peut stipuler un délai de garantie autre, nous estimons, au regard de la nature des travaux et de leur consistance, qu'il est abusif d'inclure dans ce marché une telle clause, fixant le délai à cinq ans.</p> <p>Le report de la date d'ouverture des plis n'a pas été formellement notifié aux candidats, au regard des pièces du dossier de marché.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de transmettre à la DCMP, les informations requises aux termes de l'article 78.3.b du CMP pour</p>

	<p>publication d'un avis d'attribution.</p> <p>Une avance de démarrage de 30% du montant du marché a été accordée au titulaire, en violation de l'article 96.2 du CMP, qui fixe ladite avance à 20% du montant du marché.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la mise en cohérence des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés ;</p> <p>Fixer le période de garantie dans les délais règlementaires ;</p> <p>Informers les candidats en cas de report de la date d'ouverture des plis ;</p> <p>Informers les candidats non retenus du rejet de leurs offres. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ;</p> <p>Se conformer à l'article 78.3.b du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 96.2 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Différences dans les modalités de paiement :</u> L'Agence prend acte</p> <p><u>Classement des convocations :</u> idem</p> <p><u>Report de date d'ouverture :</u> Non obligatoire pour une procédure de Demande de Renseignements et de Prix.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus :</u> idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP :</u> L'agence prend acte</p> <p><u>Avance de démarrage :</u> L'Agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les différences dans les modalités de paiement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

	<p>- Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur le report de la date d'ouverture, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Mais même si l'ouverture publique des offres n'est pas obligatoire en matière de DRP, tout report doit être porté à la connaissance des candidats.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'information de rejet aux candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission de documents d'attribution à la DCMP, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'Avance de démarrage, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	--

**DRP N° REALISATION D'UNE CABINE DE POMPAGE,
D'UN LOGEMENT D'EXPLOITATION D'UNE CLOTURE,
DE QUATRE ABREUVOIRS ET DE DEUX BORNES FONTAINES**

Date des lettres d'invitation	13 novembre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	27 novembre 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	27 novembre 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	Non transmise
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	27 novembre 2013
Date d'enregistrement du contrat	02 décembre 2013
Délai d'exécution	Deux (02) mois
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : AVENIR CONSTRUCTIONS; ETS FADEL; EGCCI; ETGB; SNCOT
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) : AVENIR CONSTRUCTIONS; ETS FADEL; EGCCI; ETGB
Attributaire	EGCCI
Montant	19 965 500
Cahier des charges	-
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	27 novembre 2013
Non conformités	<p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires invités à participer à la mise en concurrence.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus ne sont pas classées dans le dossier de marché. Cette</p>

	<p>information est une exigence de transparence à laquelle, il convient de se conformer (article 78.2 du CMP).</p> <p>Un avenant relatif à des travaux supplémentaires d'un montant de 2 006 000 F CFA a été signé après la réception des travaux, en violation de l'article 23.3 du CMP aux termes duquel, aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet.</p> <p>En outre, il convient de noter que l'objet de ces travaux supplémentaires, était déjà pris en compte dans le cahier des charges et par conséquent dans les offres des différents candidats.</p>
Recommandations	<p>Mentionner l'identité de tous les candidats invités à prendre part à la procédure concurrentielle dans les lettres de saisine ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 23.3 du CMP ;</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : <i>Idem.</i></p> <p><u>Non information de rejet aux candidats non retenus</u> : <i>Idem</i></p> <p><u>Avenant</u> : <i>L'agence prend acte</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non</p>

	<p>retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'avenant, nous prenons acte de vos commentaires</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	--

DRP – ACQUISITION DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	Le 14 mars 2013 par lettre n°062/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 20 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	Le 20 mars 2013 à 11 heures
Date de signature du contrat	-
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification du marché	Le 25 mars 2013 par lettre n°081/MEDD/ANEV
Date d'enregistrement	Le 16 avril 2013
Délai d'exécution du marché	60 jours
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consortium de Fourniture & de Prestation de Services (CFPS) - SERDID - AVALYSS - Ets FADEL - GIE DAROU HALIMOUL KHABIR
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consortium de Fourniture & de Prestation de Services (CFPS) : 18 654 620 F CFA TTC - AVALYSS : 14 297 000 F CFA TTC - Ets FADEL : 14 042 000 F CFA TTC - GIE DAROU HALIMOUL KHABIR : 14 991 900 F CFA TTC
Attributaire	AVALYSS
Montant du marché en F CFA TTC	12 955 220 F CFA TTC
Invitation des candidats	Les lettres ont été adressées à cinq (05) candidats le 14

	<p>mars 2013 par lettre n°062/MEDD/ANEV/DAF</p> <p>L'ouverture des plis a eu lieu le 20 mars 2013 à 11h</p>
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	<p>Le 22 mars 2013, par lettre n°0076/MEDD/ANEV, le Directeur Général de l'ANEV adresse un courrier portant notification d'attribution.</p> <p>Suite à la notification d'attribution, les Ets FADEL en réponse ont adressé le 25 mars 2013 une lettre de désistement suite au constat d'un stock disponible à moitié et de la probable arrivée tardive d'un container de marchandise, j'ai préféré me retirer pour ne pas avoir à respecter le délai de livraison.</p> <p>Le 25 mars 2013 par lettre n°081/MEDD/ANEV, l'ANEV adressa une notification d'attribution à la société AVALYSS suite au désistement du premier fournisseur moins disant</p>
Règlement	<p>Chèque Trésorerie Générale n°0091671 d'un montant de 10 979 000 F CFA émis le 15 mai 2013 au nom de AVALYSS</p>
Non conformités	<p>L'ouverture des plis et le rapport d'évaluation ont été condensés dans un procès-verbal unique.</p> <p>En fait d'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés par les soumissionnaires. Un cahier des charges, comprenant des spécifications techniques précises, aurait dû être établi pour servir de base à une évaluation en bonne et due forme, avec un tableau comparatif des offres, pour déterminer d'abord l'offre techniquement conforme. De ce fait, l'attributaire n'a été choisi que sur la base du critère du prix, ce qui n'est pas tout à fait conforme aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>La transmission des pièces justificatives requises au regard de l'article 44 du CMP n'est pas formalisée.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à l'article 78.3.b du CMP sur la transmission des informations</p>

	relatives à l'attribution, à la DCMP, pour publication.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP, sur la transmission des pièces administratives ;</p> <p>Se conformer à l'article 78.2 du CMP;</p> <p>Veiller à établir un cahier des charges comprenant des spécifications techniques précises et des critères qui auraient servi de base à une évaluation en bonne et due forme, conformément à l'article 59 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission des informations relatives à l'attribution, à la DCMP, pour publication</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3.b du CMP .S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Classement des convocations</u> : <i>idem</i></p> <p><u>Condensation Rapport ouverture des plis et évaluation</u> : <i>L'agence prend acte.</i></p> <p><u>Evaluation des Offres</u> : <i>il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</i></p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : <i>idem</i></p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP</u> : <i>L'agence prend acte</i></p> <p><u>Transmission des pièces justificatives</u> : <i>Document disponible</i></p> <p><u>Classement des dossiers de marchés</u> : <i>idem</i></p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il fallait les classer dans les dossiers. Mais, nous retirons nos observations sur ce point, puisqu'elles ont été annexées au rapport.</p> <p>- Sur la condensation Rapport ouverture des plis et évaluation, nous prenons acte de vos commentaires.</p>

	<p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'évaluation des Offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, aussi simplifiée que puisse être la procédure de DRP, le principe d'économie voudrait qu'en dehors du critère prix, les critères de performance des fournitures, soient pris en compte.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les justificatifs de règlement, nous prenons acte de vos commentaires,</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le classement des dossiers, nous prenons acte de vos commentaires. Mais nous tenons à réitérer que tous les documents incriminés n'ont pas été mis à notre disposition.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	---

DRP N° ACQUISITION DE MOULINS A MIL	
Date des lettres d'invitation	09 septembre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	16 septembre 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	20 septembre 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	20 septembre 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	20 septembre 2013
Date d'enregistrement du contrat	30 septembre 2013
Délai d'exécution	30 jours à compter de la date de signature du contrat
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : GIE ROI ; SERDID ; ETS NDIAYE ET FRERES ; SISMAR ; MATFORCE
Nombre d'offres reçues	Deux (02) : ETS NDIAYE ET FRERES ; GIE ROI
Attributaire	GIE ROI
Montant F CFA TTC	9 000 000
Cahier des charges	-
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	25 septembre 2013
Non conformités	<p>La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées et portent le même numéro.</p> <p>L'ouverture des plis et le rapport d'évaluation ont été condensés dans un procès-verbal unique.</p> <p>L'attributaire n'a été choisi que sur la base du critère du prix, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de</p>

	<p>l'article 59 du CMP, car un cahier des charges comprenant des spécifications techniques précises n'a pas été établi, pour servir de base, à une évaluation en bonne et due forme des offres, pour déterminer d'abord l'offre techniquement conforme.</p> <p>Les pièces administratives requises au titre de l'article 44 du CMP, ne sont pas classées dans le dossier.</p> <p>Les lettres de rejets des soumissionnaires non retenus ne sont pas classées dans le dossier, alors qu'il s'agit d'une exigence de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Nous avons noté un écart de 121 400 F CFA entre le montant attribué qui est de 9 121 400 F CFA TTC et le montant qui est dans le contrat 9 000 000 F CFA TTC.</p>
Recommandations	<p>Mentionner le nom de tous les candidats invités à participer à la procédure concurrentielle dans la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP relatifs aux critères d'évaluation des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44.3 du CMP, sur le suivi des pièces administratives requises ;</p> <p>Se conformer à l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Classement des convocations</u> : <i>idem</i></p> <p><u>Condensation Rapport ouverture des plis et évaluation</u> : <i>L'agence prend acte.</i></p> <p><u>Évaluation des Offres</u> : <i>il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</i></p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : <i>idem</i></p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP</u> : <i>L'agence prend acte</i></p>

	<p><u>Transmission des pièces justificatives :</u> Document disponible</p> <p><u>Ecart entre montant attribué et montant contrat :</u> La différence entre les montants fait suite à une négociation pour sa mise en œuvre.</p>
Appréciation du Consultant	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires. - Sur la condensation Rapport ouverture des plis et évaluation, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'évaluation des Offres, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, aussi simplifiée que puisse être la procédure de DRP, le principe d'économie voudrait qu'en dehors du critère prix, les critères de qualité des fournitures soient pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires mais ce point n'a pas été évoqué en l'espèce.

DRP – ASSURANCE MALADIE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 13 mars 2013 par lettre n°059/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 20 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	07 jours
Date d'attribution	Le 20 mars 2013 à 13 heures
Date de signature du contrat	Le 26 mars 2013
Date de souscription du contrat	Le 26 mars 2013
Date d'approbation du contrat	Le 26 mars 2013
Date de notification du marché	Le 22 mars 2013 par lettre n°080/MEDD/ANEV
Date d'enregistrement	Le 03 avril 2013
Délai d'exécution du marché	1 an
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SONAM ASSURANCE - AXA ASSURANCE - CNART ASSURANCE - COLINA ASSURANCE - ASKIA ASSURANCE
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CNART ASSURANCE : 15 681 750 F CFA TTC - AXA ASSURANCE : 25 595 500 F CFA TTC - COLINA ASSURANCE : 32 927 555 F CFA TTC
Attributaire	CNART
Montant du marché en F CFA TTC	15 681 750 F CFA TTC
Invitation des candidats	<p>Les lettres ont été adressées à cinq (05) candidats le 13 mars 2013 par lettre n°059/MEDD/ANEV/DAF</p> <p>La date limite de dépôt des offres a été fixée le 20 mars 2013 à 10 heures.</p>
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Le 22 mars 2013, par lettre n°0080/MEDD/ANEV,

<p>Non conformités</p>	<p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>Nous estimons que s'agissant d'un marché d'assurance maladie, un cahier des charges aurait dû être établi. L'examen de l'évaluation des offres nous a permis de noter qu'en guise de rapport d'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés.</p> <p>En effet, le prestataire n'a été choisi que sur la base d'une comparaison prix, ce qui illustre une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie.</p> <p>Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités ; Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.</p> <p>Nous notons que les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de</p>
-------------------------------	--

	<p>Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP qui stipule que « les marché concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu :.... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que le la nature et le montant du marché ».</p>
Recommandations	<p>Etablir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché ;</p> <p>Préparer un cahier des charges en bonne et due forme avec une claire définition des besoins et des critères de jugement des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-2 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Classement des convocations</u> : idem</p> <p><u>Condensation Rapport ouverture des plis et évaluation</u> : L'agence prend acte.</p> <p><u>Evaluation des Offres</u> : il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</p> <p>Aussi, une liste des garanties, plafonds et taux de couverture a été bien envoyée aux différents soumissionnaires pour une correcte évaluation du montant de leur offre. Ce document est bien classé dans le dossier qui vous a été transmis.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP</u> : L'agence prend acte</p>

Appréciation du Consultant	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires. Il fallait les classer dans les dossiers. <p>Cependant, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la condensation Rapport ouverture des plis et évaluation, nous prenons acte de vos commentaires.et nous maintenons nos observations sur ce point. - Sur l'évaluation des Offres, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, aussi simplifiée que puisse être la procédure de DRP, le principe d'économie voudrait qu'en dehors du critère prix, les critères de performance des fournitures, soient pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.
-----------------------------------	--

DRP N° ACQUISITION DE FOURNITURES DE MATERIEL APICULTURE RUCHES LANGSTROPH	
Date des lettres d'invitation	14 mars 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	22 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	05 avril 2013
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : BIP DISTRIBUTION; ATM AT MULTISERVICES; AFRICA BUSINESS; GIE NDEME GUEYE; ETS FADEL
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : BIP DISTRIBUTION; ATM AT MULTISERVICES; AFRICA BUSINESS; GIE NDEME GUEYE; ETS FADEL
Attributaire	ETS FADEL
Montant du marché en F CFA TTC	13 752 900
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	22 mars 2013
Non conformités	<p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées.</p> <p>Les lettres adressées aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier. Cette information est</p>

	<p>une exigence de de transparence et doit être faite conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP et n'a pas transmis à la DCMP les infirmations requise pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
Recommandations	<p>Mentionner dans la lettre de saisine l'identité de tous les candidats invités à prendre part à la procédure concurrentielle ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 78.3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : Idem.</p> <p><u>Non information de rejet aux candidats non retenus</u> : Idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP</u> : L'agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL DE CLOTURE	
Date des lettres d'invitation	15 mars 2013
Date de dépôt des offres	21 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	22 mars 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	22 mars 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	22 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; MANGONE KALOM FALL; AFRICA BUSINESS; ETS FADEL; EGTC
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; MANGONE KALOM FALL; AFRICA BUSINESS; ETS FADEL; EGTC
Attributaire	ETS FADEL
Montant du marché en F CFA TTC	14 075 000
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des candidats short-listés ne mentionnent pas l'identité de tous ceux qui ont été invités à participer à la procédure concurrentielle ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il</p>

	<p>est recommandé d'établir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>Le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture n'est pas formalisé par la commission des marchés ; il y'a lieu de veiller au respect de l'article 44.3 du CMP.</p> <p>Les lettres adressées aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier. Cette information est une exigence de transparence et doit être faite conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP et n'a pas transmis à la DCMP les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
Recommandations	<p>Indiquer l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure dans les lettres de saisine ;</p> <p>Etablir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 44.3 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3_b) du CMP en transmettant à la DCMP les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : Idem.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p>Il faut souligner que cette pratique d'établissement d'un rapport d'évaluation n'est faite qu'avec les marchés passés par appel d'offres.</p> <p><u>Suivi Régularisation des pièces manquantes des soumissionnaires</u> : Seules les pièces manquantes de</p>

	<p>l'attributaire du marché sont réclamés et les documents sont disponibles.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus :</u> idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP :</u> L'agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, même s'il s'agit de procédure allégée, le formalisme requis pour l'établissement de PV distincts, par soucis de transparence, est de mise.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur le Suivi-Régularisation des pièces manquantes des soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, aucune pièce administrative, même celle de l'attributaire, n'a été classée dans le dossier.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE	
Date des lettres d'invitation	15 mars 2013
Date de dépôt des offres	21 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	22 mars 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	22 mars 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	22 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; CFPS; MANGONE KALOM FALL; ETS FADEL; EGTC
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; MANGONE KALOM FALL; CFPS; ETS FADEL; ITALSEN
Attributaire	HORIZON PLUS FALLENE
Montant du marché en F CFA TTC	12 840 000
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des candidats short-listés ne mentionnent pas l'identité de tous ceux qui ont été invités à participer à la procédure concurrentielle ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer. .</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un</p>

	<p>procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>Les lettres adressées aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans le dossier. Cette information est une exigence de transparence et doit être faite, conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3 b) du CMP et n'a pas transmis à la DCMP les informations requises pour la publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
Recommandations	<p>Indiquer l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure dans les lettres de saisine. .</p> <p>Etablir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>Veiller au respect de l'article 44.3 du CMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : Idem.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP</u> : L'agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p>

	<p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, nous maintenons nos observations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.
--	--

DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL APICULTURE (RUCHES) PNUD/FEM	
Date des lettres d'invitation	15 mars 2013
Date de dépôt des offres	21 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	22 mars 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	22 mars 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	22 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : ITALSEN ; AFRICA BUSINESS ; ETS FADEL ; BIP DISTRIBUTION ; GIE NDEME GUEYE
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) : ITALSEN ; AFRICA BUSINESS ; ETS FADEL ; GIE NDEME GUEYE
Attributaire	ETS FADEL
Montant du marché en F CFA TTC	14 200 000
Cahier des charges	-
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des candidats short-listés ne mentionnent pas l'identité de tous ceux qui ont été invités à participer à la procédure concurrentielle ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il est recommandé d'établir des documents distincts, retraçant chacune des étapes de la procédure de</p>

	<p>passation de marché.</p> <p>Les lettres adressées aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres, ne sont pas classées dans le dossier. Cette information est une exigence de transparence et doit être faite conformément aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Indiquer l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure dans les lettres de saisine ;</p> <p>Etablir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 44.3 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : Idem.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

PROJET ECO-VILLAGES PNUD/FEM

DRP – ASSURANCE MALADIE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 22 mars 2013 par lettre n°011/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 28 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	Le 29 mars 2013 à 13 heures
Date de signature du contrat	Le 29 mars 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	Le 29 mars 2013
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement	-
Délai d'exécution du marché	1 an
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - COLINA ASSURANCE - ASKIA ASSURANCE - SONAM ASSURANCE - AXA ASSURANCE - CNART ASSURANCE
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AXA ASSURANCE : 14 499 305 F CFA TTC - CNART ASSURANCE : 6 937 050 F CFA TTC - COLINA ASSURANCE : 10 506 000 F CFA TTC
Attributaire	CNART
Montant du marché en F CFA TTC	6 937 050 F CFA TTC
Invitation des candidats	<p>Les lettres ont été adressées à cinq (05) candidats le 22 mars 2013 par lettre n°011/MEDD/ANEV/DAF</p> <p>La date limite de dépôt des offres a été fixée le 28 mars</p>

	2013 à 10 heures.
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Non transmis
Non conformités	<p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>Nous estimons que s'agissant d'un marché d'assurance maladie, un cahier des charges aurait dû être établi. L'examen de l'évaluation des offres nous a permis de noter qu'en guise d'évaluation, l'autorité contractante s'est seulement limitée à faire une comparaison des prix proposés, ce qui n'est pas conforme à l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres.</p> <p>En effet, le prestataire n'a été choisi que sur la base d'une comparaison prix, ce qui illustre une insuffisante maîtrise des opérations en amont notamment de définition des besoins en couverture d'assurance maladie.</p> <p>Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités,...Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établit un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet</p>

	<p>de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à l'article 78.3.b du CMP qui stipule que « les marchés concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu :.... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ».</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP relatif à la notification du rejet des offres non retenues ;</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 78.3.b relatif à la publication du PV d'attribution sur le site de l'ARMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Classement des convocations</u> : idem</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Evaluation des Offres</u> : il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de service passé par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</p> <p>Aussi, une liste des garanties, plafonds et taux de couverture a été bien envoyée aux différents soumissionnaires pour une correcte évaluation du montant de leur offre. Ce document est bien classé dans le dossier qui vous a été transmis.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p>

	<p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP :</u></p> <p>L'agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires, mais il fallait les classer dans les dossiers.</p> <p>Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la condensation Rapport ouverture des plis et évaluation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, un PV unique a été classé dans le dossier et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'évaluation des Offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, aussi simplifiée que puisse être la procédure de DRP, le principe d'économie voudrait qu'en dehors du critère prix, les critères de performance des fournitures, soient pris en compte.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

DRP – CONSTRUCTION DE QUATRE (04) ABRI PLATEFORME MULTIFONCTIONNELLE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 21 octobre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 01 novembre 2013 à 17 heures
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	Le 06 novembre 2013 à 15 heures
Date de signature du contrat	Le 08 novembre 2013
Date de souscription du contrat	Le 08 novembre 2013
Date d'approbation du contrat	Le 08 novembre 2013
Date de notification du marché	Le 07 novembre 2013
Date d'enregistrement	-
Délai d'exécution du marché	60 jours
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D WORKS - HORIZON PLUS FALLENE - CKR - CONAMCO - BT BTP SARL
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CKR 17 682 377 F CFA - BT BTP SARL 16 533 174 F CFA - HPF 13 375 329 F CFA - CONAMCO 16 901 727 F CFA - DWORKS 15 236 447 F CFA
Attributaire	HORIZONS PLUS FALLENE

Montant du marché en F CFA TTC	13 375 329
Invitation des candidats	Les lettres d'invitation mentionnant la liste restreinte des candidats consultés ont été adressées à cinq (5) candidats, le 21 octobre 2013 et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 01 novembre 2013.
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Le 07 novembre 2013.
Non conformités	<p>L'ouverture des plis a eu lieu 6 jours après la date de dépôts des offres à savoir le 01 novembre 2013, mais la notification du report de la séance n'a pas été matérialisée dans le dossier.</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution ont été condensées dans un procès-verbal unique ; pour la clarté des opérations il est recommandé d'établir des documents distincts retraçant chacune des étapes de la procédure de passation de marché.</p> <p>L'autorité contractante s'est seulement contentée de faire une comparaison des prix proposés sans faire une évaluation des constructions de 04 abris plateformes multifonctionnelles, alors que la description des travaux, le projet et le plan desdits travaux ont été annexés au cahier des charges et pouvaient servir de base de comparaison des offres, conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformée à l'article 78.3.b du CMP qui stipule que « les marchés concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution, lorsque le montant du marché atteint les seuils</p>

	fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ».
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3.b relatif à la publication du PV d'attribution sur le site des marchés publics.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Classement des convocations</u> : idem</p> <p><u>Changement date d'ouverture</u> : la date d'ouverture était prévue le 1^{er} novembre qui est un jour férié au Sénégal, raison pour laquelle nous avons communiqué par téléphone aux membres de la commission du changement de date au 06 novembre, par contre pour la matérialisation du changement de date nous prenons acte.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Evaluation des Offres</u> : il faut préciser ici qu'il s'agit d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</p> <p>Aussi, un devis avec les désignations, les quantités et les unités ainsi que le plan a été bien envoyé aux différents soumissionnaires pour une correcte évaluation du montant de leur offre. Ce document est bien annexé au cahier de charge qui vous a été transmis.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP :</u></p>

	<p>L'agence prend acte</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p>
Appréciation du Consultant	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le classement des convocations, nous prenons acte de vos commentaires, mais il fallait les classer dans les dossiers. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le changement de la date d'ouverture, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations. - Sur la condensation Rapport ouverture des plis et évaluation, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, un PV unique a été classé dans le dossier et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'évaluation des Offres, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Cependant, aussi simplifiée que puisse être la procédure de DRP, le principe d'économie voudrait qu'en dehors du critère prix, les critères de performance des fournitures, soient pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.

DRP – ACQUISITION DE VEHICULE 4X4 DOUBLE CABINE	
Date de saisine des fournisseurs	Le 24 mai 2013 par lettre n°0135/MEDD/ANEV/DAF
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 04 juin 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	Le 21 juin 2013 à 15 heures
Date de signature du contrat	-
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification du marché	Le 26 juin 2013 par lettre n°0163/MEDD/ANEV
Date d'enregistrement	-
Délai d'exécution du marché	10 jours après la notification
Fournisseurs consultés	<p>Cinq fournisseurs ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CCBM HOLDING - CFAO - SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - SERA - E.M.G
Nombre d'offres reçues	<p>Trois offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CFAO 16 000 000 F CFA - CCBM INDUSTRIES/ESPACE AUTO 10 800 000 F CFA - CCBM AUTOMOBILES 18 500 000 F CFA
Attributaire	CFAO MOTORS SENEGAL
Montant du marché en F CFA TTC	16 000 000 F CFA TTC

Invitation des candidats	<p>Les lettres ont été adressées à cinq (05) candidats le 24 mai 2013 par lettre n°0135/MEDD/ANEV/DAF</p> <p>La date limite de dépôt des offres a été fixée le 04 juin 2013 à 10 heures.</p>
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	<p>Le 24 mai 2013, par lettre n°0136/MEDD/ANEV,</p>
Non conformités	<p>La spécification exigée pour la garde au sol de 212 à 225 mm, n'a été respectée par aucun des fournisseurs et pourtant l'offre de CFAO a été considéré comme conforme et le marché lui a été attribué.</p> <p>Du fait d'un problème de budget, des négociations ont été entreprises avec CFAO et le montant de l'offre est passé de 16 000 000 F CFA à 15 000 000 F CFA en violation de l'article 69 du CMP.</p> <p>Nous rappelons qu'au regard de l'article 69 du code des marchés publics qui stipule que « il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée... ».</p> <p>En outre, pour le problème de budget, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 5 du CMP sur la détermination des besoins et 9 du CMP, sur l'estimation du montant du marché et sur l'assurance de l'existence de crédits budgétaires suffisants.</p> <p>Une incohérence a été constatée sur la garde au sol qui est de 265 mm qui est sur la facture pro forma de l'attributaire et de 212 mm sur sa facture définitive.</p> <p>En outre, le bon de commande est daté du 15 juillet 2013 et la réception des fournitures est datée du 12 juillet 2013. Il convient de veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents de passation des marchés.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de</p>

	<p>Transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformée à l'article 78.3.b du CMP stipule que « les marchés concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu :.... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que le la nature et le montant du marché ».</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 5 du CMP sur la détermination des besoins et 9 du CMP, sur l'estimation du montant du marché et sur l'assurance de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b relatif à la publication du PV d'attribution sur le site des marchés publics ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP relatif à l'introduction de négociation ou de modification du prix d'un marché ;</p> <p>Veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents de passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : Idem.</p> <p><u>Spécifications sur garde sol</u> : Nous prenons acte mais il faut noter que la spécification minimum exigée pour le « garde sol » est celle qui a été livrée.</p> <p><u>Négociation sur le montant de l'offre</u> : l'Agence prend acte</p> <p><u>Exigence sur la détermination des besoins et existence de crédit</u> : L'agence s'est bien conformée aux dispositions de l'article 5. En 2010, un marché de véhicule a été passé par l'agence dont un des lots avait les mêmes caractéristiques que celui-ci et le montant de l'offre s'élevait à 15 FTTC et ce marché était passé par appel d'offres, procédure plus onéreuse pour le soumissionnaire.</p>

	<p>C'est sur cette base que l'agence a inscrit un budget de 15 000 000 Fcfa TT.</p> <p><u>Différence de dates de commande et de réception :</u> La commande a été faite le 15 juillet, la réception à la même date et la facturation à la date du 15 juillet.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus :</u> idem</p> <p><u>Transmission de documents d'attribution à la DCMP :</u> L'agence prend acte</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les spécifications sur la garde au sol, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur la négociation de prix, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur l'exigence sur la détermination des besoins et existence de crédit, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la différence de dates de commande et de réception, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la transmission à la DCMP des informations sur l'attribution d'un marché, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>

DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL APICULTURE (RUCHES) PNUD/FEM	
Date des lettres d'invitation	15 février 2013
Date de dépôt des offres	22 février 2013 à 17 heures
Délai de préparation des offres	06 jours
Date d'attribution	25 février 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	27 février 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	27 février 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : C.A.D.P; DISTRIBUTION PLUS; ETS FADEL ; AFRICA BUSINESS; S.P.N
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) : C.A.D.P; AFRICA BUSINESS; ETS FADEL ; S.P.N
Attributaire	S/P.N
Montant du marché en F CFA TTC	14 500 000
Cahier des charges	-
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Non conformités	<p>La lettre de saisine transmise aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées.</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ont été condensées dans un procès-verbal unique.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du</p>

	<p>rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ; il convient de se conformer à l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Le contrat n'est pas classé dans le dossier qui nous a été transmis. Il convient de noter qu'aux termes de l'article 1 de l'arrêté n°11586 du 28/12/2007, il appartient aux autorités contractantes en particulier la cellule de passation de marchés de veiller au classement et à l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.</p>
Recommandations	<p>Mentionner le nom de tous les candidats consultés sur la lettre de saisine ;</p> <p>Veiller à définir des critères d'évaluation dans un cahier des charges et se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP sur l'évaluation des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation :</u> l'agence a eu comme expérience en 2010 de constater une connivence entre deux candidats pour soumissionner à une DRP, et depuis cette pratique a été banni par l'Agence vu le risque potentiel lié à cette transparence. Cet état de fait avait été souligné lors d'une formation avec la DCMP sur les procédures de passation des marchés.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution :</u> Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Evaluation des Offres :</u> il faut préciser ici qu'il s'agit</p>

	<p>d'un marché de fournitures passée par une procédure simplifiée qu'est la DRP et conformément à l'article 59 du CMP, « la détermination de l'offre la moins disante peut être effectuée sur la base du prix le plus bas.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus :</u> idem</p> <p><u>Classification du contrat :</u> Dans ce cas précis, un bon de commande a été établi à la place du contrat car il s'agit d'une fourniture.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le classement du contrat, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, nous maintenons nos observations.</p>

DRP N° ACQUISITION DE MATERIEL DE PEPINIERES	
Date des lettres d'invitation	15 mars 2013
Date de dépôt des offres	21 mars 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	05 jours
Date d'attribution	22 mars 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	22 mars 2013
Date de souscription du contrat	-
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	22 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; CFPS; GIE NDEME GUEYE; ETS FADEL; ITALSEN
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : HORIZON PLUS FALLENE; CFPS; GIE NDEME GUEYE; ETS FADEL; ITALSEN
Attributaire	ITALSEN
Montant du marché en F CFA TTC	11 825 000
Invitation des candidats	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	-
Non conformités	<p>Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées.</p> <p>Les opérations d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ont été condensées dans un procès-verbal unique.</p> <p>Les lettres de rejets des offres des soumissionnaires non retenus ne sont pas classées dans le dossier ; il</p>

	<p>s'agit d'une exigence de l'article 78.2 du CMP auquel il faut se conformer. .</p> <p>Les quantités commandées pour certains articles ont été revues à la baisse (rouleau corde ; paire de gants ; paire de bottes ; pelle carrée et ronde avec manche ; brouette), c'est ce qui entraîné une diminution de 1 942 500 du montant du marché comparé au montant retenu dans le procès-verbal d'attribution. Il s'agit d'une violation des dispositions du cahier des charges qui n'a prévu aucune marge de fluctuation en plus ou en moins. Cette manière de procéder ressemble à une négociation en violation de l'article 69 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Mentionner le nom de tous les candidats sur les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluations des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP, sur la proscription de toute négociation ou modification de prix.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p><u>Indiquer le nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation</u> : l'agence a eu comme expérience en 2010 de constater une connivence entre deux candidats pour soumissionner à une DRP, et depuis cette pratique a été banni par l'Agence vu le risque potentiel lié à cette transparence. Cet état de fait avait été souligné lors d'une formation avec la DCMP sur les procédures de passation des marchés.</p> <p><u>Condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution</u> : Il existe bien un PV d'ouverture et un PV d'attribution quant au rapport d'évaluation, nous prenons acte.</p> <p><u>Information de rejet aux candidats non retenus</u> : idem</p> <p><u>Diminution du montant du marché</u> : Pour se conformer au budget prévu pour cette DRP, nous avons demandé au fournisseur dont l'offre est la moins disante de diminuer certaines quantités pour s'ajuster à l'enveloppe prévue.</p>

Appréciation du Consultant	<p>Sur l'indication du nom de tous les candidats invités dans les lettres d'invitation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, il s'agit d'une exigence de transparence, de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, à laquelle, il faudrait de conformer.</p> <p>- Sur la condensation des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les lettres d'information des candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la diminution du montant du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, nous maintenons nos observations.</p>
-----------------------------------	---

3.2.5 Marchés passés par demande de cotation

Néant

- 3.2.6 Évaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)**
- 3.2.7 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP**

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Des avances de démarrage ont été octroyées à des taux dépassant le taux réglementaire autorisé par le code des marchés publics.
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Se conformer au taux réglementaire de l'avance de démarrage.

3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1 Sélection

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

SECTION 4
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de Prestations intellectuelles

- Les procédures déroulées ont été qualifiées de DRP alors que compte tenu de la nature des marchés qui sont des marchés de prestations intellectuelles, ce sont des demandes de proposition qui sont plus appropriées que les DRP, bien que le seuil de passation n'ait pas été atteint.
- Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donnent pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées. Nous rappelons que dans un souci de transparence, cette liste restreinte doit être notifiée à l'ensemble des candidats, conformément à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.
- Une certaine carence a été notée dans le classement des dossiers. Ainsi pour l'une des procédures, suite à l'évaluation technique et à la décision de la commission d'examiner les offres financières des candidats qualifiés, la suite de l'évaluation (l'ouverture des offres financières, l'évaluation desdites offres, la méthode de sélection du candidat choisi) n'a pas été documentée, pour nous permettre de nous assurer que la procédure a été déroulée conformément aux dispositions de l'article 80 du CMP, le procès-verbal d'attribution n'ayant pas été mis à notre disposition.
- Pour l'autre, l'évaluation des offres financières des candidats n'a pas été formalisée par la commission, alors qu'elle permet de procéder aux éventuelles corrections d'erreurs arithmétiques découvertes en cours d'évaluation et s'assurer que de l'exactitude du montant de l'attribution du marché.
- Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la

circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

- La matérialité de la publication de l'attribution n'a pas été mentionnée alors que l'article 78.3.b du CMP stipule que « les marchés concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu :.... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que le la nature et le montant du marché ».

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de DRP

- Les lettres de saisine transmises aux candidats short listés ne donne pas d'indication sur l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres sont adressées et portent le même numéro. Nous rappelons que dans un souci de transparence, la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP exigerait que cette liste restreinte soit notifiée à l'ensemble des candidats. En outre certaines portent le même numéro. Nous pensons que cela est contraire aux normes de gestion du courrier. L'attribution d'un même numéro pour une lettre de saisine ne se conçoit que lorsqu'il est annexé à cette lettre une liste de destinataire qui est cochée individuellement pour chacun des attributaires listés.
- Les dates d'ouverture des plis ne correspondent pas à celles prévues initialement dans les lettres d'invitations, mais les justificatifs de notification du report aux candidats ne sont jamais formalisés dans les dossiers. Certes l'ouverture des plis peut intervenir à une date différente de la date limite de dépôt des offres, sans que l'écart ne soit déraisonnable, mais obligation est faite à l'autorité contractante d'informer les candidats du report.
- L'ouverture des plis et le rapport d'évaluation ont été condensés dans un procès-verbal unique.
- L'évaluation a consisté en une simple comparaison des prix proposés, alors qu'en dehors du critère prix, les critères de performance des fournitures devaient être pris en compte conformément à l'article 59 du CMP. Nous estimons que s'agissant d'acquisition de fournitures

spécifiques, des cahiers des charges comprenant des spécifications techniques précises auraient dû être établis, pour servir de base à une évaluation en bonne et due forme avec un tableau comparatif des offres pour déterminer d'abord l'offre techniquement conforme.

- Les marchés ont été attribués alors qu'aucune pièce administrative n'a été produite. A titre d'exemple, l'attribution d'un marché s'est faite, sous réserve de la production du quitus fiscal par l'attributaire, ce qui n'est pas conforme à l'article 44.3 du CMP. En plus, le suivi de la transmission de ladite pièce manquante n'a pas été formalisé.
- Nous notons que les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de Transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et de l'article 78.2 du CMP.
- La matérialité de la publication de l'attribution n'a pas été mentionnée, alors que cette formalité est requise par l'article 78.3.b qui stipule que « les marchés concernant la procédure de demande de renseignements et de prix donnent lieu :.... à la publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté du Ministre des Finances ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ».
- Une avance de démarrage de 30% du montant du marché a été accordée au titulaire d'un des marchés, en violation de l'article 96.2 du CMP, qui fixe ladite avance à 20% du montant du marché.
- Deux avenants ont été signés, pour des marchés de travaux, après la réception des travaux, en violation de l'article 23.3 du CMP aux termes duquel, aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet.
- Une négociation de prix a été notée à l'occasion d'un marché, pour des problèmes du budget, en violation de l'article 69 du CMP, qui

prohibe toute négociation de prix avec les candidats ou modification de l'offre ou du prix ou des conditions de concurrence, mais aussi en violation des article 5 et 9 du CMP sur l'estimation des besoins et la disponibilité des crédits, avant le lancement des marchés.

- Dans la même veine, certains articles d'un marché, ont été revus à la baisse (rouleau corde ; paire de gants ; paire de bottes ; pelle carrée et ronde avec manche ; brouette), c'est ce qui a entraîné une diminution du montant attribué, en violation des dispositions du cahier des charges qui n'a prévu aucune marge de fluctuation en hausse ou en baisse. Cette manière de procéder n'est pas conforme à l'article 69 du CMP, qui proscriit toute modification des offres.
- Les prestataires des marchés d'assurance maladie n'ont été choisis que sur la base d'une comparaison prix, ce qui illustre une insuffisante maîtrise des opérations en amont de la définition des besoins en couverture d'assurance maladie. Nous précisons que dans le cas des marchés d'assurance maladie, il est important, après la détermination de la population à couvrir (nombre d'adhérents, nombre de bénéficiaires, âge des bénéficiaires), de bien identifier la nature des risques ou besoins en couverture, de définir les exclusions acceptées en précisant que toute exclusion non prévue dans le DAO peut entraîner le rejet de l'offre, de préciser les taux de remboursement et leur assiette de calcul, de préciser les plafonds de garantie souhaités pour chaque risque pris individuellement et le plafond de garantie souhaité par assuré, de demander l'abrogation des délais de carence ou délai d'attente, de fixer les délais de remboursement, de définir l'étendue territoriale, de requérir l'engagement des candidats à fournir un état annuel de sinistralité et en cours d'année d'états partiels de sinistralité à la demande de l'AC dans un délai précis accompagné de pénalités,...Au-delà du montant de la prime, les offres des soumissionnaires doivent être appréciées au regard de leur conformité ou non à ces critères. Une fois les risques à couvrir circonscrits et le besoin défini, l'AC établi un plan de présentation des offres pour en faciliter la comparaison. Un cahier des charges bien conçu est le préalable à une correcte passation des marchés.
- Certains articles d'un marché ont été revus à la baisse (rouleau corde ; paire de gants ; paire de bottes ; pelle carrée et ronde avec manche ; brouette), c'est ce qui entraîné une diminution de 1 942 500 sur le montant attribué, en violation des dispositions du cahier des charges qui n'a pas prévu aucune marge de fluctuation en plus ou en moins. Cette manière de procéder n'est pas conforme à l'article 69 du CMP, qui proscriit toute modification des offres.
- Du fait d'un problème de budget, des négociations ont été entreprises avec CFAO et le montant de l'offre est passé de 16 000 000 F CFA à 15 000 000 F CFA, en violation de l'article 69 du CMP.

- Nous rappelons qu'au regard de l'article 69 du code des marchés publics qui stipule que « il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée... ».
- En outre, pour le problème de budget, l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 5 du CMP sur la détermination des besoins et 9 du CMP, sur l'estimation du montant du marché et sur l'assurance de l'existence de crédits budgétaires suffisants.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Prestations intellectuelles

Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;

Respecter les dispositions de l'article 78.3.b relatif à la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;

Veiller à la formalisation de l'évaluation des offres financières des candidats par la commission, en ce qu'elle permet de procéder aux éventuelles corrections d'erreurs arithmétiques découvertes en cours d'évaluation et s'assurer que de la conformité du montant de l'attribution du marché ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ;

Respecter les dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la transmission du PV d'attribution à la DCMP, pour publication sur le site des marchés publics ;

S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

DRP

Veiller à établir un cahier des charges décrivant les critères de qualifications et la définition des besoins en couverture d'assurance maladie ;

Veiller à mentionner les fonctions des membres des commissions des marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés ;

Veiller à définir des critères d'évaluation et des spécifications techniques dans le cahier des charges, conformément à l'article 59 du CMP ;

Se conformer aux dispositions de l'article 44.3 du CMP, sur le suivi de la transmission des pièces justificatives ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 69 du CMP relatif à l'introduction de négociation dans un marché ;

Se conformer aux dispositions des articles 5 du CMP sur la détermination des besoins et 9 du CMP, sur l'estimation du montant du marché et sur l'assurance de l'existence de crédits budgétaires suffisants ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de DRP relatif à la notification du rejet des offres des soumissionnaires non retenus ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP relatif à la publication du PV d'attribution sur le site de l'ARMP ;

Se conformer aux dispositions de l'article 96 du CMP, sur le plafond de l'avance de démarrage ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 23.3 du CMP relatif à la signature d'un avenant après la réception de fournitures, services ou travaux ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

SECTION 5
SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANEV	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
Dispositif Organisationnel				
Nous recommandons à l'Agence d'effectuer la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 06 du CMP	L'AGPM a été publié le 31 Janvier 2013	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
Nous recommandons aux membres de la Cellule de Passation des Marchés et de la Commission des marchés de suivre une formation en matière de procédure de passation et d'exécution des marchés publics.	En janvier 2013, tous les membres de la cellule de passation des marchés et de la commission ont suivi une formation sur les procédures de passation et d'exécution des marchés publics assurée par la DCMF notamment par Mr Lamine SOW et Mr Abdoulaye LY	Recommandation mise en œuvre, mais au regard des procédures déroulées, les résultats restent encore mitigés.	Recommandation à reconduire	

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANEV	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
Dispositif Organisationnel				
Nous recommandons à l'Agence de mettre en place la Commission des marchés en début d'exercice et de transmettre les décisions (décision de la CM et celle de la Cellule) avant le 05 janvier de l'exercice concerné.	La commission des marchés a été mise en place, le 03 Janvier 2013	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
DRP				
Nous recommandons à l'Agence d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres conformément au circulaire n°0004/PM/CAB/CP	Aucune	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANEV	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
DRP				
Nous recommandons à l'Agence d'adresser les lettres d'invitation au moins à cinq (05) entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires conformément au circulaire n°0004/ PM/CAB/CP et à l'article 78 du CMP	Cinq fournisseurs ont été consultés par l'ANEV, pour chaque DRP	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
Nous recommandons à l'Agence d'inclure obligatoirement les noms des candidats consultés dans les lettres d'invitation conformément au circulaire n°0004/ PM/CAB/CP	Aucune	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	
Nous recommandons à l'Agence de mettre à la disposition des auditeurs l'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'audit des marchés publics.	Aucune	Recommandation non mise en œuvre	Recommandation à reconduire	

SECTION 6
STATISTIQUES DES ANOMALIES

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Etudes d'élaboration PAOAS et PVDD, PAGT et situation de référence de quinze (15) éco-villages	Sélection d'un consultant pour l'audit de certification des comptes pour les exercices 2012, 2013 et 2014	Acquisition de Bio-Digesteurs
Attributaires	OTD CONSULT	GLOBAL AUDIT EXPERTISE	AFRIQUE BUILDING SERVICES GROUP SARL (ABS Group)
Montants en F CFA TTC	11 815 000	10 365 000	15 071 059
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓
Non information des candidats du report de la séance d'ouverture des plis			✓
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓		
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP : Défaut de suivi formalisé de la transmission des pièces administratives			✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres		✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la	✓	✓	

transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMF pour publication sur le site des marchés publics			
Violation de l'article 96.2 du CMP sur le montant de l'avance de démarrage			✓
Violation de l'article 23.3 du CMP relatif à la conclusion d'un avenant après la réception provisoire de fournitures, services ou travaux			✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Système d'irrigation	Réalisation d'une cabine de pompage, d'un logement d'exploitation d'une clôture de quatre (04) abreuvoirs et deux bornes fontaines	Acquisition de mobilier et matériel de bureau
Attributaires	AFRITEN	E.G.C.C.I	AVALYSS
Montants en F CFA TTC	28 571 930	17 959 500 Et avenant pour 2 006 000	12 955 220
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓
Non information des candidats du report de la séance d'ouverture des plis	✓		
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓		✓
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓	✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus		✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics	✓		✓
Violation de l'article 23.3 du CMP la proscription d'un avenant après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux		✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Acquisitions de moulins à mil	Assurance maladie	Acquisition de fournitures de matériel apiculture, ruches Langstroth pour le compte de l'ANEV
Attributaires	GIE ROI	CNART	Ets FADEL
Montants en F CFA TTC	9 000 000	15 681 750	13 752 900
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés		✓	
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres	✓	✓	
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP : Défaut de suivi formalisé de la transmission des pièces administratives		✓	
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics		✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Acquisition de matériel de clôture	Acquisition de matériel de lutte contre les feux de brousse	Acquisition de matériel apiculture (Ruches) PNUD/FEM
Attributaires	Ets FADEL	HORIZON PLUS FALLENE	Ets FADEL
Montants en F CFA TTC	14 075 000	12 840 000	14 200 000
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP : Défaut de suivi formalisé de la transmission des pièces administratives	✓		
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics		✓	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Acquisition de matériel apiculture (Ruches) PNUD/FEM	Acquisition de matériel de pépinières	Assurance maladie
Attributaires	S/P.N	ITALSEN	CNART
Montants en F CFA TTC	14 500 000	11 825 000	6 937 050
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	✓
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés			✓
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	✓
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics	✓		✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓
Contrat non classé	✓		
Violation de l'article 69 du CMP sur la proscription de la négociation ou de modification du prix		✓	

Description	DRP	DRP	DRP
Nature	Construction de quatre (04) abris plateforme multifonctionnelle	Acquisition de véhicule 4x4 double cabine pour le compte de l'ANEV	Acquisition de foyers améliorés pour le compte des éco-villages de l'ANEV
Attributaires	HORIZONS PLUS FALLENE	CFAO MOTORS	ETS FADEL
Montants en F CFA TTC	13 375 329	16 000 000	7 319 502
Violation des articles 5 du CMP sur la détermination des besoins et 9 du CMP, sur l'estimation du montant du marché et sur l'assurance de l'existence de crédits budgétaires suffisants		✓	
Violation de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP sur la mention de la liste restreinte des candidats sur les lettres d'invitation	✓	✓	
Violation article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓	✓	
Non information des candidats du report de la séance d'ouverture des plis	✓		✓
Défaut de mention des fonctions des membres de la commission des marchés	✓	✓	✓
Violation de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres			✓
Violation de l'article 44 du CMP : Défaut de suivi formalisé de la transmission des pièces administratives			✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus	✓	✓	
Violation de l'article 78.3.b du CMP sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP	✓	✓	

pour publication sur le site des marchés publics			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	
Violation de l'article 69 du CMP sur la proscription de la négociation ou de modification du prix		✓	
Violation de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage	✓		
Violation de l'article 23.3 du CMP la proscription d'un avenant après la réception provisoire des fournitures, services ou travaux			✓

7. ANNEXES

7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 25 juin 2015

**Monsieur le Directeur Général
de l'Agence Nationale des
Eco-Villages
(ANEV)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2014

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 29 juin au 3 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer,, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu le 25/06/2015

**Ibra Guèye
Directeur-Associé**

7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

AGENCE NATIONALE DES EcoVILLAGES

Le Directeur Général

Reçu
23/7/2015

N° 00211 MEDD/ANED/Dg

Dakar, le 21 JUIL 2015

Objet : Transmission de la réponse au
Rapport Provisoire de la mission
de revue indépendante de la conformité
des procédures de passation des marchés

Monsieur le Directeur-Associé,

Nous accusons réception de votre Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés au titre de la gestion 2014 et vous transmettons, en retour, nos réponses aux différentes observations dudit rapport, ainsi que les compléments de dossiers.

En vous en souhaitant une bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, *Monsieur le Directeur-Associé*, l'expression de nos salutations distinguées.

A

Monsieur Ibra GUEYE
Directeur-Associé
de Business Système Consulting Group
DAKAR


Le Directeur Général

**MAMADOU
BARRY**

AGENCE NATIONALE DES ECOVILLAGES

N° 110 Bis, SOTRAC MERMOZ

B.P : 50568 Dakar - Tél/Fax : 33 824 33 66 - Email : ecovillages@ecovillages.sn